

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 28/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VENCOREX FRANCE**

VENCOREX  
Rue Lavoisier  
38800 Le Pont-De-Claix

Références : 2025-Is046SPF  
Code AIOT : 0006107527

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement VENCOREX FRANCE implanté Rue Lavoisier 38800 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a lieu dans le cadre de la mise en sécurité des installations de Vencorex suite à la notification de cessation d'activité transmise par l'exploitant et prévue le 31/03/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VENCOREX FRANCE
- Rue Lavoisier 38800 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0006107527

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

VENCOREX produit du chlore, de la soude, de l'HCl que l'on retrouve sous diverses formes dans les produits de traitement de l'eau, dans le traitement des stations d'épuration, comme désinfectants dans l'industrie agro-alimentaire et pharmaceutique.

Le chlore est aussi une matière première pour la production des isocyanates (utilisation principale). La soude est en partie utilisée sur le site par VENCOREX et les partenaires de la plateforme de Pont-de-Claix comme fluide de sécurité ou pour le traitement d'eau.

Les isocyanates (capacité 80kt/an) et les dérivés d'isocyanates (capacité 18kt/an) se retrouvent notamment dans les adhésifs utilisés pour l'emballage dans l'industrie agro-alimentaire et la pharmacie.

Enfin, l'HCl, coproduit de la fabrication d'Isocyanates, alimente le site de Jarrie pour le chlorure de méthyle utilisé pour la fabrication de Silicones à Roussillon puis Saint-Fons.

Sur le plan administratif, le site est classé seveso seuil haut compte tenu de son activité et des produits dangereux utilisés. Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement:

- le risque lié à la perte de confinement accidentel de substances toxiques par inhalation (chlore, phosgène, acide chlorhydrique...),
- les émissions atmosphériques (impact sur la qualité de l'air / risque sanitaire),
- les émissions aqueuses (impact sur la qualité de l'eau).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Usage futur	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Demande d'action corrective	10 jours
7	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Attestation de mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
4	Définition de la cessation d'activité ICPE	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
5	Obligations liées à la mise	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	en sécurité		
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
8	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection concerne uniquement **le secteur chlore/soude** en ce qui concerne la mise en sécurité des installations.

Il est constaté que l'exploitant est en cours de finalisation de mise en sécurité des installations du secteur chlore/soude. Cette mise en sécurité se base sur l'ensemble des schémas TI du secteur et la connaissance des installations par le personnel exploitant.

Pour les ateliers dont l'exploitant n'a pas connaissance des risques, des analyses sont en cours et de la documentation en cours d'élaboration, si le temps de mise en sécurité des installations par l'exploitant est insuffisant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notification de cessation

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 18/12/2024, Vencorex a annoncé la mise en redressement judiciaire de la société et la mise à l'arrêt définitif d'une partie de ses installations pour le 31/03/2025 (notamment la section chlore/soude).</p> <p>Bien que la notification transmise ne comportait pas de calendrier, des réunions hebdomadaires de mise en sécurité des ateliers ont été mises en place par l'exploitant et les comptes-rendus sont transmis à l'Inspection depuis février 2025.</p> <p>Un échéancier de mise en sécurité est transmis, dans ce cadre, et mis à jour en fonction des</p>

conclusions des réunions. L'exploitant indique que ce fonctionnement est plus adapté au contexte spécifique de Vencorex et que la rédaction d'un calendrier « définitif » n'était pas possible au moment de la notification. L'Inspection considère que le planning prévisionnel transmis en parallèle de la notification, comme les comptes rendus réguliers de l'exploitant, répondent au besoin de planification des opérations, ainsi qu'à la réglementation.

Cette inspection ne concerne que les ateliers de la **section chlore/soude** donc :

- l'électrolyse (l'ancienne et la nouvelle)
- la synthèse de l'acide chlorhydrique (HCL)
- le dessalage
- la compression chlore
- le labo chlore/soude : carreau J5
- l'atelier « CCl4 » tétrachlorure de carbone (atelier DS)

Selon les comptes-rendus de réunions hebdomadaires, relatifs à la mise en sécurité des procédés du site, transmis par l'exploitant, les dernières échéances sont susceptibles de dépasser la date du 31/03/2025.

En séance, l'exploitant a précisé que pour certaines installations, notamment les anciennes, certain nettoyage ne pourrait être faite dans les temps impartis ni même sans commencer le démantèlement. Pour palier à ce manque de temps, il indique procéder à la documentation de chacun de ces équipements, afin d'informer au mieux le liquidateur et d'éviter au maximum les incidents en cas de démantèlement. Ceci est notamment le cas pour l'atelier DS et la chaîne II de l'ancienne électrolyse ; par manque de connaissance de ces anciennes installations. Une observation est faite sur ce point.

Le jour de l'inspection, il est constaté l'avancement suivant pour la mise en sécurité des installations du secteur chlore/soude :

- compression chlore : 94 %
- synthèse Hcl : 100 %
- électrolyse (à membrane) : 92 %

Pour ces unités, l'exploitant indique finir la mise en sécurité fin mars.

A noter que le terme "mise en sécurité des installations" consiste (au sens du code de l'environnement) à la vidange et à l'évacuation des produits dangereux contenus dans l'équipement et non à son démantèlement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°1 :** l'exploitant doit procéder à la traçabilité de toutes les équipements qu'il ne pourra pas traiter avant la liquidation judiciaire et notamment l'atelier DS et la chaîne II de l'électrolyse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Attestation de mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.  
L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.  
Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, le bureau d'études INGEOS était présent. Ce bureau d'étude est en charge, par l'exploitant, de délivrer l'ATTES-SECUR pour l'ensemble du site.  
INGEOS a indiqué procéder à la délivrance de plusieurs ATTES-SECUR, une par section donc 5 en comptant le laboratoire de Saint-Fons.  
Il prévoit la date du buttoir du 31/03/2025 pour la délivrance des ATTES-SECUR, date pour le moment fixée par le tribunal pour la mise en liquidation du site, mais s'interroge sur les délais courts à sa disposition notamment pour l'analyse documentaire. L'Inspection indique que la date du 31/03/25 peut constituer effectivement un objectif intéressant dans le contexte de la procédure collective en cours, mais que si du temps supplémentaire lui semble nécessaire pour analyser tous les documents ou actions mises en place, une transmission au-delà de cette date reste possible.  
Par ailleurs, INGEOS a indiqué que compte tenu que certaines lignes ne seront pas mises en sécurité les attestations pourraient être délivrées avec des réserves. Une observation est faite sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°2 :** l'attestation de mise en sécurité doit respecter le modèle prévu à l'article 83 de l'arrêté du 9 février 2022. Cette attestation est délivrée sans réserve, uniquement si les mesures pour assurer la mise en sécurité ont été mises en œuvre. Seules des observations mineures peuvent être mentionnées dans l'attestation, dans la mesure où leur éventuelle prise en compte ne remet pas en cause la délivrance de l'attestation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Usage futur**

**Référence réglementaire :** Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réhabilitation

#### **Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire

ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### **Constats :**

Il n'a pas été précisé dans les arrêtés préfectoraux du site et notamment celui de 2024, l'usage futur du site. Ainsi, l'exploitant doit transmettre au maire et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Ceci devait être fait au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1.
L'exploitant doit procéder à cette déclaration, une non-conformité est faite sur ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant doit procéder à la proposition d'usage(s) futur(s) prévue au II de l'article R. 512-39-2 auprès du maire de la commune de Pont-de-Claix et du propriétaire des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité sous un délai de 10 jours. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de sa ou ses proposition(s).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 jours

#### N° 4 : Définition de la cessation d'activité ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p>

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

#### **Constats :**

La société Vencorex est en période d'observation depuis septembre 2024. Un repreneur éventuel s'est présenté pour reprendre uniquement l'atelier tolonate et le magasin de produits chimiques. Les autres ateliers sont à l'arrêt ou en cours d'arrêt, la mise en sécurité des installations est en cours.

Le site se situe au sein d'une plateforme industrielle de 120 hectares (ha) au sein de la ville de Pont-De-Claix. De nombreuses habitations se situent en bordure de site. La société Vencorex manipule des produits hautement toxiques et dangereux pour l'environnement et les personnes. La mise en sécurité des installations est primordiale dans ce contexte.

Au niveau de l'accès au site et installations, une clôture avec gardiennage en fait le tour. L'exploitant indique que pour le moment, cette clôture et le gardiennage seraient repris par l'éventuel repreneur de l'atelier tolonate. De plus, des clôtures vont être mises en place autour de chacun des ateliers mis à l'arrêt afin d'en interdire l'accès.

Les interdictions d'accès consistent :

- à clôturer les ateliers arrêtés relevant de la responsabilité de Vencorex,
- à clôturer des tas de terre et gravats issus des décaissages et activités de Vencorex.

Ces travaux seront terminées fin avril. Une observation est faite sur ce point.

Sur site, il a été constaté que les terres issues de l'excavation de la nouvelle électrolyse (eagle) étaient clôturées. Les autres unités ne pouvaient être clôturées car l'exploitant a besoin d'y accéder pour finaliser la mise en sécurité.

Concernant les 13 puits et 30 piézomètres du site, l'exploitant précise que Suez et Borsodchem (l'éventuel repreneur des tolonates) vont reprendre une partie des puits et piézomètres du site. Cependant, rien est acté à ce jour. De même, une partie des piézomètres seraient judicieusement à conserver dans le cadre d'un suivi environnemental post Vencorex.

Une clarification est à apporter sur la liste des puits et piézomètres retenus pour être utilisés ultérieurement et ceux qui devront être rebouchés. Une observation est faite sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°3:** l'exploitant poursuit la mise en place de clôture autour de chacun de ses ateliers, l'ensemble des clôtures devra être mis en place lors de la liquidation officielle du site.

**Observation n°4:** l'exploitant doit établir une liste précise et justifiée des puits et piézomètres étant repris et ceux devant être rebouchés. Un planning de rebouchage des puits et piézomètres restant est à établir rapidement, et le rebouchage effectué autant que possible avant la

liquidation judiciaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans un premier temps, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un système de suivi de toutes les installations de la section chlore/soude à mettre et mises en sécurité, à l'exception des anciennes installations (atelier DS et électrolyse Chaîne 2 et 3). Ce document s'articule autour de 2 fichiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un premier relatif aux « boucles » (composé des boucles de tuyauteries et des installations qui la constituent) basé sur les schémas tuyauterie et instrumentation (TI) des installations,</li> <li>- un second relatif aux « équipements » (listing de tous les équipements de la section chlore/soude).</li> </ul> <p>Ces deux fichiers ont été consultés en séance et l'Inspection a constaté que pour un équipement donné, il y était associé une date de mise en sécurité et le résultat des principales analyses s'y référant (process de validation de mise en sécurité interne à Vencorex).</p> <p>Ces deux fichiers permettent de connaître précisément et de localiser les installations mises en sécurité par Vencorex.</p> <p>L'exploitant indique que la mise en sécurité des installations et équipements se fait selon le processus suivant : vidange du produit éventuellement présent - lavage via de l'eau ou via la circulation d'une solution d'eau carbonatée - prise d'analyse (pH et concentration de chlore libre « javel »). Le lavage des équipements est effectué jusqu'à ce que le pH soit acceptable pour l'environnement. Les déchets issus de ces manipulations (eaux de lavage) sont évacués à la STDER du site avant rejet dans le milieu naturel. Il n'y a donc pas de bordereau de suivi des déchets (BSD). Cependant, pour les produits dangereux tels que le CCL4 ou tout autre solvant, une évacuation en incinérateur est effectuée.</p> <p>Il a été pris, par sondage, à partir des études des dangers (EDD) des installations en possession de l'Inspection, des équipements afin de contrôler leur mise en sécurité. Dans un second temps, ces équipements ont été vus sur site. Il en résulte pour ces équipements :</p> <p><b>Ateliers ancienne électrolyse chaînes 2 et 3 :</b> carreaux I6 et H6.</p> <p>Les justificatifs de vidange des réservoirs d'acide sulfurique FB3011 (200m3) FB3021 (100m3) ont été demandés. L'exploitant n'était pas en mesure de les fournir puisqu'il s'agit des anciennes installations.</p> <p>De plus, il a précisé avoir besoin de cet acide pour le fonctionnement de la STDER.</p>

L'Inspection indique que ces bacs seront à vider et laver dès que la STDER sera arrêtée.  
Ce point fait l'objet d'une observation.

**Atelier nouvelle électrolyse : carreau H6**

Les justificatifs de mise en sécurité du réservoir R32450 contenant 7,8m3 de soude sous azote a été demandé. Le fichier indiquait une mise en sécurité réalisée du 9 au 16 janvier 2025 via un rinçage à l'eau.

Sur site l'Inspection a constaté le trou d'homme du réservoir ouvert.

Sur site, il a également été constaté que les électrolyseurs étaient déconnectés des tuyauteries et l'atelier électrolyse à membranes arrêté.

**Atelier synthèse et distillation HCL : carreau I5**

Les justificatifs de mise en sécurité des réservoirs d'acide chlorhydrique R36500 (60m3 synthèse Hcl) et R38300 (60m3 distillation HCl) ont été demandés.

Le fichier indiquait une mise en sécurité réalisée du 9 au 15 janvier 2025 pour le R36500 et une ouverture le 27 janvier.

Pour le réservoir R38300, l'exploitant n'a pas pu donner de date de mise en sécurité mais cette dernière aurait été faite. Une observation est faite sur ce point.

Sur site, l'Inspection a constaté que les trous d'homme respectifs des réservoirs R36500 et R38300 étaient ouverts.

Sur site, il a également été constaté que des lignes de tuyauteries étaient ouvertes au niveau des brides.

**Atelier Compression chlore+ stockage chlore + abattage : carreau I5**

Liste des dates de mise en sécurité demandée :

- compresseur chlore MP (rateau) : 17 au 20 février 2025 vidé et carbonaté
- liquéfaction 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage échangeur EA 1338 : les 3 liquéfacteurs sur la même boucle le 31 janvier 2025, vidés et carbonatés (pH 10,7)
- désoxygénation 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage, bac procédé FA0031 (R30000) : 15 au 16 janvier 2025
- stockage de chlore liquide, bac FA0041 (R30040) : 14 au 15 janvier 2025
- colonnes d'abattage du chlore à la soude D50000 et D55000 : en cours de carbonation depuis le 28 février 2025. Le garnissage restera dedans (il est également carbonaté).

Sur site, il a également été constaté que :

- le compresseur rateau était déconnecté au niveau de certaines tuyauteries
- le chloriteur était déconnecté et donc ouvert
- le réservoir mobile de CCL4 était vide et ouvert

**Dessalage : carreau J5**

Sur site, l'Inspection a constaté que l'aire de rétention déportée du dessalage de la soude était pleine à mie hauteur. Une observation est faite sur ce point.

**Labo chlore/soude : carreau J5**

Sur site, il a été constaté dans le laboratoire la présence de quelques bidons de déchets liquides à évacuer. Une observation est faite sur ce point.

**Atelier DS : carreau I5**

L'exploitant a indiqué que cet atelier n'ayant pas servi depuis de nombreuses années, il lui était difficile d'identifier les produits restants dans les unités (notamment au niveau des 3 échangeurs). Il a indiqué être en cours d'identification des produits vraisemblablement pollués par du CCL4.

Ceci sera documenté s'il n'a pas le temps de procéder à la mise en sécurité avant la liquidation. L'observation n°1 est faite sur ce point.

#### **Zones de déchets :**

Il n'y a pas de zone de déchets déportée pour cette section dans le cadre la mise en sécurité des installations. En effet l'exploitant indique que les produits de l'atelier ont été soit vendus (wagon de chlore, javel fatale), soit valorisés (HCl récupéré par SEQENS). La soude restante a elle été transférée sur la section « sel/saumure ».

Sur site, il a néanmoins été constaté la présence de déchets sur le carreau I6 au niveau de la chaîne électrolyse II et de la zone de préparation des membranes. Ces déchets sont à évacuer.

Une liste des déchets présents sur la section avait été transmise en novembre 2024 à l'Inspection. L'exploitant indique que cette liste est à mettre à jour car elle a évolué . L'Inspection constate la présence notamment sur cette liste :

- d'une grande quantité de boue à évacuer en tant que déchets (211t),
- d'une grande quantité sulfate de calcium non-conforme (20000t) qui est stocké en Sud du site dans des hangars en attendant d'être vendu,
- d'une grande quantité de CCL4 12,2t (il resterait 2t selon l'exploitant).

Une observation est faite sur ce point.

#### **Sources radioactives**

Le jour de l'inspection, l'exploitant réceptionnait les sarcophages permettant de stocker les sources radioactives de l'ensemble du site avant leur évacuation dans une filière adaptée. L'enlèvement des sarcophages est prévu le 31/03/2025 selon l'exploitant. D'après ce dernier, l'ensemble des sources radioactives sera repris par les fournisseurs.

Le site dispose des sources suivantes :

- 4 en chlore /soude
- 11 en HDI.1
- 14 en HDI.2

En tout environ 40 morceaux et 29 sources. L'inspection du local temporaire de stockage sera inspecté ultérieurement.

Sur site, l'exploitant a indiqué qu'il avait procédé :

- à la mise en respiration des tuyauteries par ouverture de brides
- à l'ouverture de toutes les vannes manuelles de purge
- à la déconnexion des équipements

Enfin, sur site, il a été constaté que :

- l'étiquetage « vidé, lavé, décontaminé et la date » n'avait pas été apposé sur les équipements et tuyauteries mis en sécurité. Ceci est à effectuer rapidement. Une observation est faite sur ce point.
- les carottages des rétentions en point bas n'étaient pas effectués. Une observation est faite sur ce point.

En séance il a été constaté que la boucle C20 était mise en sécurité selon le fichier de l'exploitant mais qu'il y était indiqué que « analyses pas faites ». L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à la vérification de la mise en sécurité de la boucle C20 Une observation est faite sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°5:** l'exploitant doit procéder, dès l'arrêt de la STDER, à la mise en sécurité des bacs d'acides sulfurique de la chaîne électrolyse III sur le carreau H6.

**Observation n°6:** l'exploitant doit compléter son fichier de mise en sécurité relatif au bac R38300 au niveau de la distillation Hcl.

**Observation n°7:** l'exploitant doit procéder à la vidange de la rétention déportée du dessalage de la soude en J5 et au carottage de la fosse de rétention afin qu'il n'y ait pas de stockage d'eau pluviale après la liquidation du site.

**Observation n°8:** l'exploitant doit procéder à l'évacuation, dans une filière adaptée, des bidons de produits dangereux situés dans le laboratoire chlore/soude sur le carreau J5.

**Observation n°9:** l'exploitant doit procéder à l'évacuation, dans une filière adaptée, des déchets situés sur le carreau I6 au niveau de la chaîne électrolyse II et de la zone de préparation des membranes.

**Observation n°10:** l'exploitant doit procéder à l'évacuation, dans une filière adaptée, des boues considérées comme des déchets, procéder à la vente ou l'évacuation en tant que déchets du sulfate de calcium non-conforme et conforme, mettre à jour son fichier de gestion des quantités de déchets et transmettre les BSD du réservoir de CCL4 fixe sur le carreau I5 (les 2t restants).

**Observation n°11:** l'exploitant doit procéder à l'étiquetage des équipements et tuyauteries « vidé, lavé, décontaminé et la date » dès que ces derniers sont mis en sécurité.

**Observation n°12:** l'exploitant doit procéder aux carottages de toutes les rétentions en point bas, après leur vidage et rinçage.

**Observation n°13:** l'exploitant doit procéder à la vérification de la mise en sécurité de la boucle C20.

**Observation n°14 :** l'exploitant doit mettre à jour son fichier d'état des stocks relatifs aux déchets du secteur chlore/soude.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

**Constats :**

<p>Concernant les clôtures autour des installations et du site dans son ensemble, voir le constat n°5 du présent rapport.</p> <p>Pour la section chlore/soude :</p> <p>Concernant la fermeture à clé des bâtiments telles que la salle de contrôle, le laboratoire, le bâtiment administratif ; une organisation est à définir afin que le futur liquidateur détienne les clés des bâtiments et qu'ils soient en permanence fermés à clé.</p> <p>Une observation est faite sur ce point.</p> <p>Sur site, il a été constaté la présence d'une barrière autour de la fosse de rétention déportée du dessalage en J5. Les autres cuves de stockages sont sur rétention ; des marches/escaliers permettent d'y accéder.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°15 :</b> l'exploitant doit s'organiser afin que les clés des bâtiments (pour la section chlore/soude : la salle de contrôle, le laboratoire, le bâtiment administratif) soient en possession du futur liquidateur et que ces derniers soient fermés à clé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au moment de la visite l'exploitant indique que les utilités ne sont pas coupées car nécessaires aux opérations de mise en sécurité (azote, air comprimé, électricité, eaux de process, eau potable eau incendie).</p> <p>La section chlore/soude dispose de 4 rejets d'eau industrielle et d'1 rejet d'eau de refroidissement. Il n'a ainsi pas pu être constaté l'obturation des points de rejets des ateliers car l'exploitant a besoin de ces points de rejets pour la finalisation de la mise en sécurité des équipements. Il en est de même pour l'électricité, la vapeur, l'air comprimé, l'eau incendie....</p> <p>Dans ce cadre, l'Inspection précise que lorsque la mise en sécurité des équipements sera effectuée, il devra veiller à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- obturer/platiner les 4 points de rejet d'eau industrielle et le rejet d'eau de refroidissement de la section chlore/soude (au niveau des arrivées d'eau),</li> <li>- couper les alimentations en électricité au niveau des locaux électrique,</li> <li>- platiner les arrivées en vapeur et air comprimé à l'entrée de la section chlore/soude.</li> </ul> <p>Une observation est faite sur ce point.</p>

Concernant les transformateurs, 3 sont présents sur cette section sur le carreau H6. Ces derniers étaient en fonctionnement le jour de l'inspection puisque les ateliers sont en cours de finalisation de mise en sécurité. D'après la documentation en possession de l'Inspection, il semblerait qu'un des 3 transformateurs soit au PCB > 50ppm et contiendrait 27t de produit.  
Une non-conformité est faite sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°16 :** l'exploitant opère, après la mise en sécurité de la section chlore/soude, à l'obturation des arrivées d'eau industrielle et de refroidissement et à l'arrêt des utilités (électricité, vapeur, air comprimé).

**Non-conformité n° 2 :** l'exploitant doit, sous 1 mois, procéder à l'évacuation du PCB contenu dans le transformateur situé sur le carreau H6, dans une filière agréée, et vérifier que les 2 autres transformateurs n'en contiennent pas. En cas de présence de PCB à une concentration > 50 ppm dans ces 2 autres appareils, l'exploitant doit décontaminer les transformateurs concernés dans le même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Obligations liées à la mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

**Constats :**

Concernant la surveillance des sols et des eaux souterraines, l'Inspection a connaissance des nombreux impacts de la plateforme en aval de cette dernière. Cependant, l'impact des activités de la société Vencorex n'a pas été définie précisément.

Dans le cadre de la mise en sécurité, un diagnostic des sol et des eaux souterraines est attendu en priorité.

Bien que la présente visite de contrôle ne porte que sur la mise en sécurité, l'inspection informe l'exploitant que :

- par la suite L'ATTES-MEMOIRE devra être remise dans un délai de 6 mois

- de plus, au vu de l'historique de la plateforme, des servitudes d'utilité publiques (SUP) seront très certainement nécessaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°16 :** Dans le cadre de l'ATTES SECUR, et en fonction des éventuelles informations déjà existantes sur les milieux, l'exploitant doit faire procéder à la réalisation d'un diagnostic des sols et des eaux souterraines, par un bureau d'études spécialisé en sites et sols pollués.

**Type de suites proposées :** Sans suite